

de dépenses du ministère. Je vais m'assurer s'il existe un rapport plus récent et, si oui, je le mettrai à la disposition des députés.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES EFFETS DE LA SURTAXE AMÉRICAINE SUR LES IMPORTATIONS—L'ÉTAT DES CONSULTATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Étant donné la surtaxe de 10 p. 100 imposée sur les exportations vers les États-Unis, le très honorable premier ministre a-t-il reçu des nouvelles indications à l'effet que le Canada sera protégé contre cette mesure?

Le très hon. P.E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur le président, et c'est pourquoi le gouvernement a présenté une mesure spéciale à la Chambre. En effet, nous allons probablement demander à la Chambre de l'adopter en troisième lecture au cours des prochains jours.

LA SURTAXE AMÉRICAINE ET L'AGRICULTURE—LES MODALITÉS DE L'ASSISTANCE AUX CULTIVATEURS

[Traduction]

L'hon. J. A. MacLean (Malpègue): J'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Peut-il maintenant nous expliquer en détail la décision du gouvernement d'aider les producteurs agricoles primaires atteints par la surtaxe? Quelle démarche sont-ils censés faire?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Je ne suis pas en mesure de faire cette annonce aujourd'hui, mais comme je l'avais promis à la Chambre et au pays ici même il y a deux semaines, nous avons étudié le cas de certaines denrées et j'espère pouvoir d'ici quelques jours donner de plus amples renseignements à ce sujet.

* * *

QUESTIONS OUVRIÈRES

CORNWALL—LES MISES À PIED CHEZ COURTAULDS—LE PROJET DE LOI DE SOUTIEN DE L'EMPLOI

M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est): Ma question a trait à un sujet connexe et je la pose au premier ministre monsieur l'Orateur. Étant donné que Cornwall souffre déjà d'un taux de chômage de 20 p. 100, et qu'il se produira un retard du fait que nous devons nous occuper d'autres questions, nous dirait-il si le gouvernement a l'intention de prendre des mesures pour éviter de nouvelles mises à pied chez Courtaulds par suite de la diminu-

tion des échanges avec les États-Unis et peut-être même de la situation bien précise qui existe là-bas? Dirait-il aussi à la Chambre et aux citoyens de Cornwall si le projet de loi de soutien de l'emploi pourrait être élargi, ou encore s'il est en mesure de prendre les dispositions voulues pour éviter de nouvelles mises à pied?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Sauf erreur, le bill dont la Chambre est encore saisie s'appliquera à toutes les régions du Canada; j'espère que les citoyens et les industries de Cornwall pourront en bénéficier.

*

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES IMPORTATIONS EN PROVENANCE DU JAPON

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il dire à la Chambre si, à l'occasion de la récente rencontre de Toronto, lui-même ou le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou l'un de leurs collaborateurs a signalé à l'ambassadeur du Japon ou à l'un de ses conseillers qu'à moins d'une réduction considérable des exportations japonaises vers le Canada, notre pays envisagerait l'imposition d'une surtaxe sur les produits importés?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur, mais nous avons, entre autres, signalé aux Japonais que nous n'avons nullement l'intention de recevoir des produits détournés vers le Canada par suite de la surtaxe américaine.

L'hon. M. Lambert: Le gouvernement du Canada envisage-t-il d'avoir recours à une surtaxe ou à quelque autre mesure destinée à limiter l'entrée au Canada de produits originaires de pays tels que le Japon?

L'hon. M. Benson: Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

DEMANDE D'ASSISTANCE EN VUE DE RAPATRIER LES CORPS DES VICTIMES DE LA TRAGÉDIE SURVENUE EN ESPAGNE

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre au sujet de la tragédie de Valdepenas.

Le premier ministre considérerait-il d'apporter une aide financière pour le transport aérien des personnes dont les parents ont péri dans cette tragédie, afin de leur permettre de rapatrier le plus tôt possible le corps des victimes, étant donné qu'elles ne peuvent le faire en ce moment, vu les sommes considérables qu'on a exigées pour rapatrier ces corps?